

L'Espagne : protectrice de la candidature turque

L'appui espagnol à la Turquie devrait renforcer leurs relations au delà de la politique extérieure et s'étendre à l'énergie, à la justice et aux affaires intérieures.

Eduard Soler

L'Espagne et la Turquie sont deux pays qui maintiennent d'excellentes relations bilatérales, ils sont même capables de lancer conjointement des initiatives dans le contexte international, telle l'Alliance de civilisations. De plus, l'Espagne est l'un des principaux et des plus fermes appuis de l'adhésion turque à l'Union européenne (UE). La position espagnole se résume à exiger à la Turquie la même chose qu'aux autres candidats à l'adhésion, ni plus ni moins. C'est ce que défend le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, ainsi que ce que défendait l'ancien président, José María Aznar lorsque le Parti Populaire gouvernait.

Cet appui est spécialement apprécié par Ankara étant donné le contexte défavorable où se situe sa candidature. Entre autres, on peut observer que huit chapitres des négociations d'adhésion commencées en octobre 2005 ont été gelés ; Chypre est membre de plein droit de l'UE depuis 2004 et en tant que tel, elle peut exercer son droit de veto ; la France se montre de plus en plus sceptique quant à l'adhésion turque ; différents comices ont évincé deux des principaux défenseurs de la Turquie dans l'UE : Silvio Berlusconi en Italie et Gerhard Schröder en Allemagne ; et, de plus, l'impossibilité de ratifier la Constitution européenne a renforcé les positions de ceux qui affirmaient que l'on ne peut pas élargir l'UE si l'on ne s'efforce pas parallèlement de renforcer l'intégration.

Pourquoi l'Espagne appuie-t-elle l'adhésion de la Turquie ?

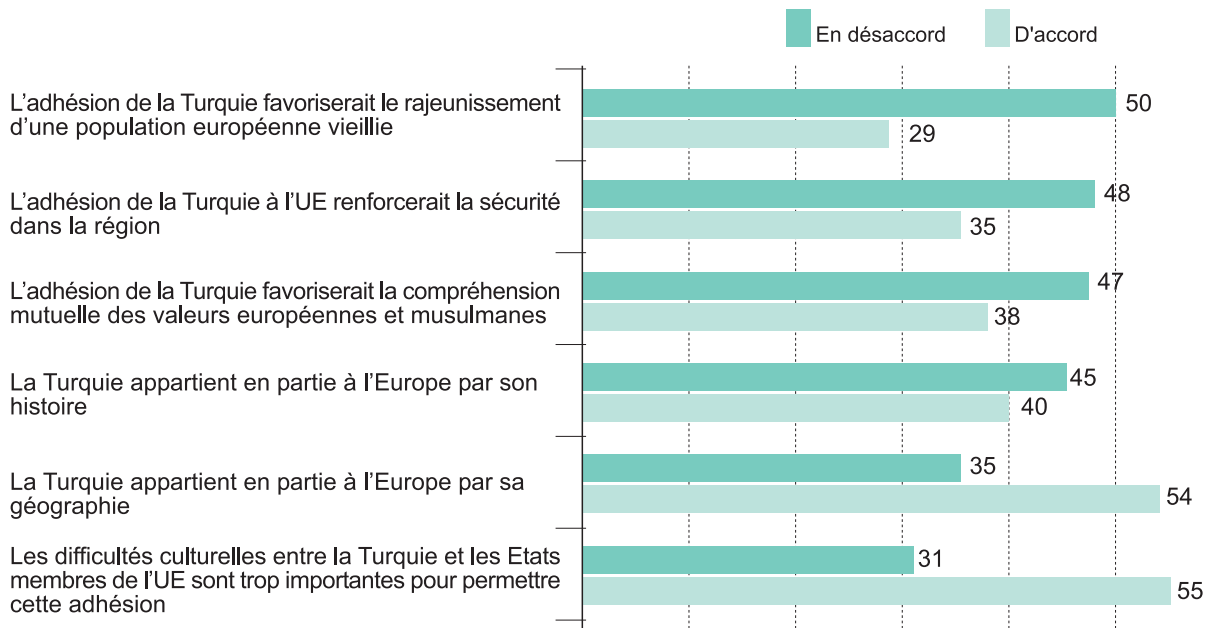
Ces lignes tentent de répondre à trois questions fortement liées entre elles. La première, pourquoi l'Espagne est l'un des pays européens les plus favorables à l'adhésion turque. La deuxième, pourquoi elle l'a toujours été. Ou, en d'autres mots, pourquoi les changements politiques en Espagne n'ont pas altéré sa politique envers la Turquie, ce qui est étroitement lié au fait qu'un débat politique et social de grande ampleur au sujet de l'opportunité d'intégrer la Turquie à l'UE n'ai pas eu lieu. Et la troisième, si cette situation se maintiendra ou pas.

Quant à la première question, c'est-à-dire, pourquoi l'Espagne est l'un des principaux protecteurs de la candidature turque, il faudrait rappeler que l'Espagne a appuyé le lancement et la poursuite des négociations d'adhésion. Ce n'est pas l'adhésion mais les négociations qui sont discutées et, par conséquent, les intérêts en jeu sont très différents. Ainsi, à court terme, ce qui intéresse l'Espagne c'est d'être perçu par la Turquie comme un acteur favorable à sa candidature puisque cela renforce les relations commerciales qui jouissent déjà d'une excellente santé. Au contraire, s'opposer à cette adhésion n'apporterait rien à l'Espagne et cela pourrait lui attirer l'inimitié de la société turque et de son gouvernement. Le moment arrivera, pas avant une décennie, où il faudra juger les avantages et les inconvénients de son adhésion. D'ici là qui sait quels seront les intérêts de l'Espagne, combien la Turquie aura changé et où en sera la construction européenne.

A cela s'ajoute un certain sentiment d'empathie au sujet de la situation que vit la Turquie. Tout deux sont des pays méditerranéens qu'ils partagent même une certaine évolution historique et politique. Cependant, le fait déterminant est que l'Espagne est un pays qui a bénéficié de façon spectaculaire de son adhésion à l'UE, non seulement dans le domaine économique mais aussi en ce qui concerne la consolidation de son système démocratique. Donc, les dirigeants espagnols auraient de grandes difficultés à refuser à d'autres ce dont elle a tellement bénéficié. Ceci explique, en partie, l'appui espagnol à l'élargissement de 2004 ainsi que son attitude favorable à la candidature turque.

En plus de ces deux éléments, la clé pour comprendre l'appui espagnol à l'adhésion turque repose sur le fait que cette question n'a pas fait l'objet d'une controverse politique. Cela n'implique pas que l'appui de la classe politique espagnole soit unanime à ce sujet. Certains leaders des partis politiques nationalistes de centre-droite, en particulier *Convergència i Unió*, se sont démarqués de cette ligne mais, étant donné qu'il y a un consensus entre les deux principales forces politiques,

Sentiments envers la Turquie et sa candidature pour devenir un Etat membre de l'UE

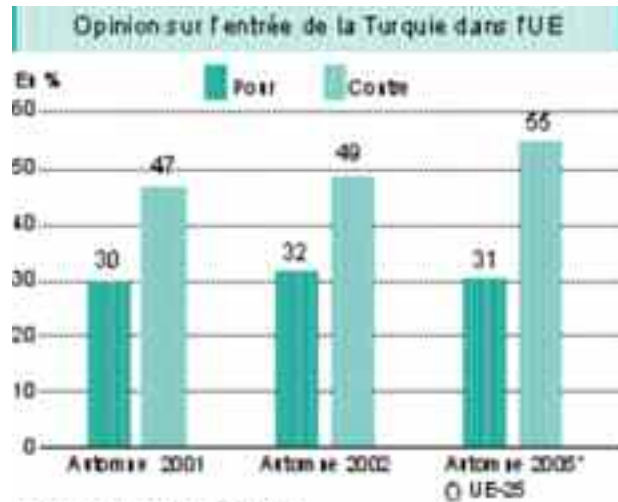


Source : Eurobaromètre 63, printemps 2005

ces dissensions ont eu peu d'écho. Cette situation diffère de ce qui arrive dans d'autres pays européens. En Allemagne, par exemple, la droite et la gauche s'affrontent au sujet de la question turque en raison, entre autres facteurs, d'une conception très différente des éléments constitutifs de l'identité européenne et l'identité allemande. En France, il n'y a pas seulement eu un affrontement idéologique, la question turque a été un sujet de lutte à l'intérieur de partis politiques mêmes.

Par exemple, Laurent Fabius l'utilisa dans sa lutte contre la direction du Parti Socialiste français et le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, aborda ce sujet afin d'éroder un Chirac qui avait exprimé sa conviction forte au sujet du futur européen de la Turquie. Rien de cela n'est arrivé en Espagne. Se situer pour ou contre l'adhésion turque n'a pas été perçu comme un panier de votes et, encore moins, comme une arme utile dans les luttes pour le leadership à l'intérieur des partis.

Quelles sont les raisons qui expliquent l'appui des différents gouverneurs à l'adhésion turque et la faible intensité du débat politique à ce sujet ? Premièrement, le fait que les questions relatives à la construction européenne obtiennent en général un

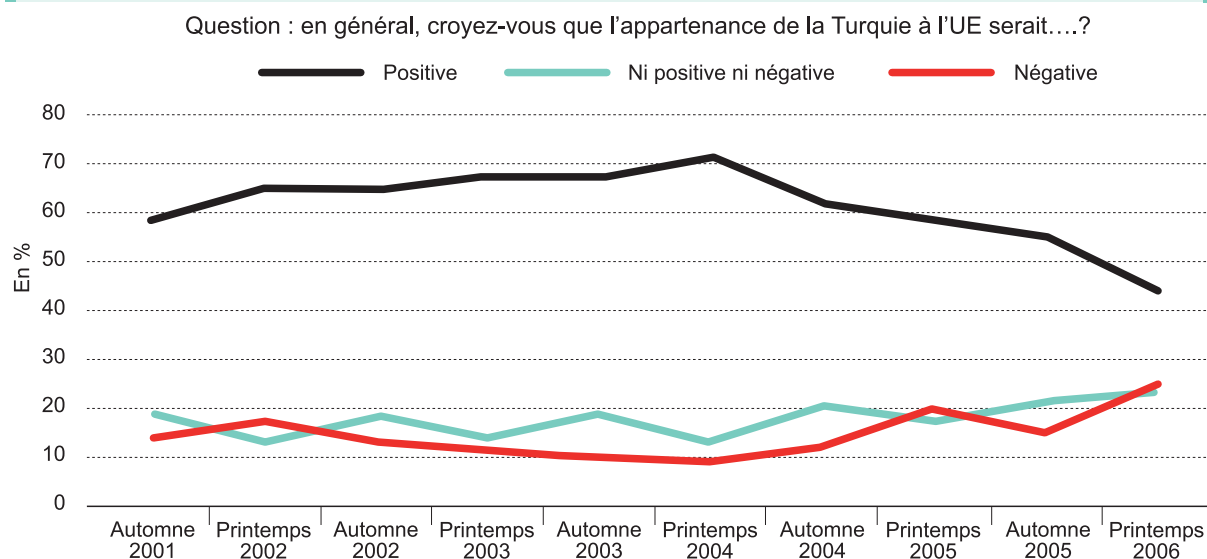


Source : Eurobaromètres 52, 58 y 64.

consensus notoire et ne constituent pas le principal soucis de l'électorat espagnol. Deuxièmement, l'absence de lobbies pro ou anti-turcs, ce qui est lié à la faible présence de communautés turques, kurdes ou arméniennes en Espagne. Troisièmement, l'inexistence d'une extrême droite parlementaire. Quatrièmement, le fait que les secteurs qui traditionnellement s'opposaient à l'adhésion turque, c'est-à-dire, des secteurs proches à Izquierda

Unida et des partis qui sympathisent avec la cause kurde comme Esquerra Republicana de Catalunya sont devenus plus favorables à l'adhésion voyant que c'était la meilleure méthode pour consolider la démocratie turque et les libertés fondamentales de ses citoyens, les kurdes inclus. Cinquièmement, la droite espagnole, de même que l'italienne, a connu un fort tropisme atlantiste qui a renforcé son appui à l'intégration de la Turquie dans l'UE. Sixièmement, le fait que conjointement à l'inexistence d'une confrontation politique il ne s'est pas non plus développé un débat social et intellectuel au sujet des avantages ou inconvénients de l'adhésion turque. En dernier lieu, c'est peut-être le plus important, l'opinion publique

Appui à la candidature pour devenir un Etat membre de l'UE parmi l'opinion publique turque



Source : Eurobaromètres des pays candidats, d'automne 2001 au printemps 2004 et Eurobaromètres 62-65.

espagnole se montre ou bien favorable ou bien indifférente à l'adhésion turque et, par conséquent, les avantages électoraux qui pourraient s'en tirer sont très différents de ceux de l'Autriche, la France ou l'Hollande. La question est si cette situation se maintiendra ou pas. Une question particulièrement pertinente puisque l'on observe qu'au cours de ces dernières années l'attention de l'Espagne au sujet de la question turque semble prendre de l'importance. Depuis 2004, les conférences académiques sur cette question se sont multipliées, des livres ont été publiés et les pages des principaux journaux ont donné place à des reportages sur la situation du pays et des articles d'opinion aux points de vue parfois opposés. On a entendu certaines voix se poser la question de la nécessité de fixer les limites géographiques du projet européen, et qui remettent en question l'identité européenne de la Turquie ou encore ceux qui se demandent comment rendre compatible la difficile équation entre élargissement et intégration. L'on peut même observer une légère diminution du degré d'appui à l'adhésion turque parmi la population espagnole. Qu'est-ce qui se passe ? Tout simplement que les médias et certains secteurs de l'opinion publique espagnole ont suivi et se sont imbibés du débat qui a lieu dans d'autres Etats membres, en particulier en France. Ainsi, les discussions et inquiétudes du débat qui est vécu sous d'autres latitudes commencent à se reproduire bien qu'avec une intensité moindre.

Malgré ce naissant débat, pour le moment la classe politique n'a pas fait de cette question un cheval de bataille. Malgré la confrontation que le PSOE et le PP ont eu dans d'autres domaines de la politique extérieure comme le Maroc, les relations transatlantiques, certains aspects de l'intégration européenne ou l'initiati-

ve même l'Alliance de Civilisations, le consensus au sujet de l'appui à l'adhésion turque ne s'est pas brisé. L'Espagne continue donc à être une ferme alliée de la vocation européenne de la Turquie. En principe, tout indique que l'appui espagnol se maintiendra, conditionné bien sûr à ce que les principales forces politiques ne désirent pas instrumentaliser politiquement la question turque ainsi qu'il est arrivé dans d'autres pays et au fait que la Turquie poursuive les réformes politiques et économiques.

Dans ces circonstances, les deux pays devraient profiter de ce courant de sympathie mutuelle pour renforcer et augmenter le niveau de leurs relations politiques, culturelles et économiques. Au lieu de faire allusion à un axe méditerranéen encore déstructuré, les gouvernements de Madrid et Ankara, en complicité avec d'autres Etats méditerranéens de l'UE, devraient passer des mots à l'action. L'Alliance de Civilisations est un premier pas dans ce sens mais des initiatives plus concrètes devraient suivre. On pourrait, par exemple, lancer une réflexion commune sur l'avenir et le fonctionnement du Processus de Barcelone ; sur la situation au Liban, où les deux pays ont envoyé des troupes ; ou sur la situation en Palestine. Cet effort de réflexion devrait, cependant, dépasser le contexte de la politique extérieure. Il pourrait s'étendre à la politique énergétique, à la justice et aux affaires intérieures et à d'autres contextes de la coopération européenne. Du côté turc, s'associer dans cette réflexion à un pays ayant une indéniable vocation européenne comme l'Espagne serait une bonne occasion de démentir qu'elle soit le cheval de Troie des Etats-Unis en Europe et de dissiper les doutes relatifs au possible impact de son adhésion sur la construction d'une Europe politique. ■